



Nations Unies

# Assemblée générale

## AG/PAL/1237

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

**LES PARTICIPANTS À UNE RÉUNION DES NATIONS UNIES POUR L'APPUI DE LA SOCIÉTÉ CIVILE À LA PAIX ISRAËLO-PALESTINIENNE DEMANDENT LA FIN DE L'OCCUPATION AVANT TOUTE NORMALISATION DES RELATIONS**

(Reçu d'un fonctionnaire de l'information)

PARIS, le 1<sup>er</sup> juin 2012 -- La société civile doit jouer un rôle plus actif pour que les droits reconnus aux Palestiniens entrent dans la réalité, telle est la conclusion à laquelle sont parvenus les participants à une réunion d'une journée organisée, aujourd'hui à Paris, par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien.

Cette réunion, qui se déroulait au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), était consacrée à l'appui de la société civile à la paix israélo-palestinienne, l'accent étant mis plus spécifiquement sur le potentiel des femmes et des jeunes. Les échanges ont été souvent animés, voire contradictoires. « Nous sommes prêts à tendre la main à toutes les organisations pour cristalliser les initiatives car c'est le seul moyen d'aller de l'avant », face à un Gouvernement israélien d'extrême droite sourd aux revendications palestiniennes, a souligné la Ministre des affaires de la femme de l'Autorité palestinienne, Mme Rabiha Diab. Il est aussi souhaitable, a-t-elle dit, que se multiplient les initiatives communes entre les sociétés civiles palestinienne et israélienne.

De manière consensuelle dans un premier temps, le rôle nouveau joué par les médias sociaux dans la mobilisation de l'opinion a été souligné. Ces médias sociaux « donnent aux jeunes et aux femmes un moyen, peut-être le seul à leur disposition, de faire entendre leur voix et de participer à la vie politique », a fait observer le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, M. Abdou Salam Diallo. Il a noté que « les Palestiniennes avaient commencé à utiliser les réseaux sociaux pour échanger des opinions sur leurs droits et réclamer que la société écoute leurs idées ».

Une jeune palestinienne de Ramallah, Shoruq Morakten, a présenté le mouvement en ligne *YaLa Young Leaders* dont elle est une des adeptes et qui met en contact des jeunes, du Moyen-Orient en majorité (« *YaLa* » signifie « allons-y » en arabe comme en hébreu). Créé il y a un an, ce site compterait plus de 70 000 adeptes par le biais du réseau Facebook (<http://www.facebook.com/yalaYL>). Plusieurs milliers de personnes ont ainsi participé à une conférence de paix virtuelle, en janvier dernier, à laquelle se sont jointes des personnalités telles que la Secrétaire d'État américaine Hillary Clinton ou le Président israélien Shimon Peres. Shoruq Morakten a expliqué qu'elle avait ainsi élargi un horizon limité par les conditions de l'occupation israélienne. Par le biais de *YaLa*, elle dispose non seulement d'un moyen de faire connaître sa propre réalité quotidienne mais aussi d'entrer en contact avec des jeunes de son âge, notamment en Israël.

Un certain nombre de participants à cette réunion a durement contesté ce projet, a estimé Mme Diab, en rappelant que le peuple palestinien n'avait pas d'interlocuteur, ni de partenaire pour la paix. Les seuls jeunes israéliens que nous rencontrons dans la réalité sont ceux que l'on voit sur les barrages et qui nous tirent dessus, a-t-elle dit. Tout en souhaitant bonne chance aux animateurs de *YaLa*, elle a souligné que rien ne serait possible tant que les droits fondamentaux des Palestiniens ne seraient pas devenus réalité. Un autre intervenant a regretté que l'on procède à une normalisation à

sens unique, en jetant ainsi des ponts avec Israël. Une autre s'est interrogée sur une coexistence virtuelle qui n'existe pas dans les faits et qui revient à « contourner la réalité ». Le fait que *YaLa* soit financé par le Centre Peres pour la paix a aussi fait l'objet de critiques. La jeune palestinienne, Morakten, s'est défendue en expliquant qu'il s'agissait d'établir un dialogue susceptible de permettre de changer la réalité. Une participante israélienne a regretté que l'on puisse à la fois affirmer que l'on n'avait pas d'interlocuteur en Israël et condamner ceux qui en trouvaient.

Dans la matinée, les participants s'étaient répartis en ateliers pour discuter de quatre grands thèmes: le suivi de la situation sur le terrain et l'établissement des responsabilités; la diffusion de l'information et la mobilisation des sympathisants; l'assistance humanitaire et l'allègement des souffrances dues à l'occupation et, enfin, la mobilisation de la jeunesse et des femmes.

Lors de la séance plénière qui a fait le bilan de ces échanges, Mme Merav Kahana de l'organisation *Peace Now*, rendant compte du premier atelier, a souligné l'importance de telles réunions qui permettent d'appréhender la réalité de « l'autre côté ». Mme Gila Norich, représentante de l'organisation israélienne *Médecins pour les droits de l'homme*, a expliqué au nom des participants à l'atelier sur l'assistance humanitaire l'importance d'organiser des campagnes de sensibilisation en direction de la société civile. Elle a affirmé le fort potentiel de dialogue entre Israéliens et Palestiniens, en soulignant qu'il était fondamental que les organisations de défense des droits de l'homme tant israéliennes que palestiniennes établissent des contacts entre elles.

M. Mohammed Iqtifan, coordonnateur de l'ONG *Migratory Letters Campaign* de Gaza, qui présentait les conclusions de l'atelier sur la diffusion de l'information et la mobilisation des sympathisants, a constaté que l'on faisait face à une véritable régression sur le terrain avec une occupation qui se perpétue indéfiniment. Face à une telle situation, il est important que de nouveaux médias soient utilisés pour informer les citoyens de la partie adverse et pour organiser des campagnes de soutien à la cause palestinienne. Mais il est important aussi d'informer la population palestinienne elle-même sur les initiatives des Nations Unies notamment. En dépit d'une frustration certaine, l'action est source d'espoir en ce qui concerne la possibilité de parvenir à des résultats, a-t-il conclu.

Enfin, M. Wisam Shweiki du *Sharek Youth Forum* de Ramallah, qui rendait compte de l'atelier sur la mobilisation des femmes et des jeunes pour un changement par l'éducation et l'action, a souligné que la société civile jouait un rôle important depuis longtemps en Palestine. Est-ce que la population israélienne prend conscience de la réalité vécue par leurs voisins qui subissent l'occupation par les forces armées de son pays? Les tentatives de la société civile israélienne sont trop timides et les retombées sur le terrain sont trop faibles, ont estimé les participants de l'atelier. Il a été souligné que 99% des organisations palestiniennes rejetaient tout contact avec des associations israéliennes car elles refusent de donner une image de normalité dans un contexte qui n'est pas normal.

En conclusion de la réunion, Mme Diab a souligné, au nom de l'Autorité palestinienne, l'importance d'explorer les moyens qui permettront de mettre en œuvre, dans les faits, les droits inaliénables reconnus à son peuple. L'aide économique, humanitaire ou autre est essentielle mais elle ne constitue pas une alternative à nos droits, a-t-elle fait remarquer. La paix n'est pas seulement essentielle pour les Palestiniens: elle concerne toute la région et l'ensemble du monde. Il ne peut s'agir non plus de n'importe quelle paix. Celle-ci implique l'émergence d'un État digne de ce nom ayant Jérusalem pour capitale, a-t-elle rappelé. Or, jour après jour, les Arabes de Jérusalem sont victimes d'évictions et du déni de leurs droits de résidents légitimes. S'il convient de bien coordonner les activités de la société civile, comme en ont convenu les participants à cette réunion, elle a regretté par ailleurs que certaines organisations soient invitées à une réunion de ce type alors qu'elles ne représentent pas la société palestinienne, selon elle. En réponse, M. Diallo a assuré que la représentativité des organisations non gouvernementales était vérifiée avec soin par le Bureau du Comité.

\* \*\*\* \*